

Grille d'exposition en huit questions fermées

Eau potable et assainissement — vérifiable par un élu, un DG de régie, un DGS, un DSI ou un RSSI, sans solliciter la parole du prestataire. D'après l'enquête « Eau communale : les automates oubliés qui portent la continuité ».

LE JUGEMENT ENCODÉ

« Une réponse que seule l'entreprise délégataire peut fournir n'est pas encore un critère de décision, c'est une dépendance. »

- | | | |
|---|---|---|
| 1 | <p>Votre contrat de délégation, de maintenance ou de supervision mentionne-t-il explicitement la télégestion, la télémaintenance, les automates, les interfaces homme-machine et la supervision ?</p> <p>VÉRIFICATION : contrat signé, annexes techniques, bordereau de maintenance.</p> | ☐ Oui ☐ Non |
| 2 | <p>Disposez-vous en interne d'un schéma d'architecture daté de moins de douze mois indiquant les sites, les accès distants et les responsabilités associées ?</p> <p>VÉRIFICATION : document conservé par la collectivité ou la régie, pas seulement par l'exploitant.</p> | ☐ Oui ☐ Non |
| 3 | <p>La liste des comptes d'accès distant est-elle annexée à votre dossier d'exploitation, avec un propriétaire, un usage et une date de revue ?</p> <p>VÉRIFICATION : registre d'habilitations ou annexe contractuelle disponible en interne.</p> | ☐ Oui ☐ Non |
| 4 | <p>Votre inventaire interne identifie-t-il les automates et interfaces de supervision par modèle, site, criticité et statut de support ?</p> <p>VÉRIFICATION : registre patrimonial ou dossier des ouvrages exécutés.</p> | ☐ Oui ☐ Non |
| 5 | <p>Existe-t-il une procédure papier de conduite dégradée pour les fonctions vitales, testée au moins une fois dans les douze derniers mois ?</p> <p>VÉRIFICATION : compte rendu d'exercice, main courante, procès-verbal d'exploitation.</p> | ☐ Oui ☐ Non |
| 6 | <p>Les sauvegardes des configurations de supervision et des paramétrages critiques sont-elles conservées dans un espace maîtrisé par la collectivité ou la régie ?</p> <p>VÉRIFICATION : emplacement, date de sauvegarde, preuve de restauration ou de contrôle.</p> | ☐ Oui ☐ Non |
| 7 | <p>Le contrat impose-t-il une notification d'incident cyber dans un délai défini, avec conservation des journaux et droit d'audit ?</p> <p>VÉRIFICATION : clause signée, pénalités ou obligations de coopération.</p> | ☐ Oui ☐ Non |
| 8 | <p>Un contrôle de surface exposée a-t-il été commandé par la collectivité ou la régie au cours des douze derniers mois, indépendamment de l'exploitant ?</p> <p>VÉRIFICATION : bon de commande, rapport reçu, plan de correction suivi.</p> | ☐ Oui ☐ Non |

SEUILS DE LECTURE

À partir de **trois réponses négatives**, le problème n'est plus seulement technique : il devient un sujet de gouvernance du service public. À partir de **cinq réponses négatives**, le prochain renouvellement de délégation ou marché de maintenance doit intégrer des clauses cyber précises avant toute discussion sur les options fonctionnelles.